



## Égypte/Monde arabe

20 | 1994

L'Égypte en débats

---

### La mise en scène des 'ashwaiyyât. Premier acte : Imbâba, décembre 1992

Eric Denis

---



#### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ema/512>

DOI : 10.4000/ema.512

ISSN : 2090-7273

#### Éditeur

CEDEJ - Centre d'études et de documentation économiques juridiques et sociales

#### Édition imprimée

Date de publication : 31 décembre 1994

Pagination : 117-132

ISSN : 1110-5097

#### Référence électronique

Eric Denis, « La mise en scène des 'ashwaiyyât. Premier acte : Imbâba, décembre 1992 », *Égypte/Monde arabe* [En ligne], Première série, L'Égypte en débats, mis en ligne le 08 juillet 2008, consulté le 20 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/ema/512> ; DOI : 10.4000/ema.512

---

Ce document a été généré automatiquement le 20 avril 2019.

© Tous droits réservés

---

# La mise en scène des 'ashwaiyyât. Premier acte : Imbâba, décembre 1992

Eric Denis

---

- 1 Après s'être développées durant plus de vingt ans hors des cartes et de l'encadrement public, les zones informelles — 'ashwaiyyât — de l'Égypte urbaine, du Caire surtout, occupent de façon croissante le devant de la scène. Ces périphéries sans forme se dessinent au fil des discours tenus à leur propos et de leur émergence dans les colonnes de la presse égyptienne. Conjointement, alors que des programmes d'équipement sont mis en œuvre avec une vigueur nouvelle par les autorités compétentes, tant au Caire que dans les autres villes de la République, les conditions de vie — voire l'existence même — d'une frange non négligeable de la population égyptienne dans des marges qualifiées d'illégales font débat<sup>1</sup>. Il ne s'agit plus des quartiers d'où a surgi la contestation du régime en place depuis 1970 : ce n'est plus Hilwân, d'où étaient parties les manifestations des sidérurgistes en 1971 et 1979, et où s'étaient mobilisés les ouvriers de Hilwân Misr Textile Company, jouant le rôle de catalyseur dans le déclenchement du mouvement populaire de janvier 1977. Il ne s'agit plus de ces villes ou de ces quartiers marqués par l'opposition ouvrière comme Shubra al-Khayma (1972 et 1975), Mahalla al-Kubra (1975, 197e et 1992) ou Kafr al-Dawwar (1976 et 1984), mais davantage de Munîra al-Gharbiyya, de Basatîn, de Dâr al-Sâlam ou de 'Izbat al-Aggana et, à une autre échelle, d'Asiût ou de Dayrût. Comme sa nature, les foyers de la contestation du pouvoir semblent s'être déplacés. A présent, les 'ashwaiyyât symbolisent et territorialisent l'essor d'une frange de la société égyptienne qui échappe totalement à l'administration et à l'encadrement des pouvoirs publics et qui n'est pas, a priori, intégrée à l'économie nationale, du moins à sa comptabilité. Quant à sa structuration sociale, elle apparaît également comme relevant d'un encadrement non étatique, notamment d'un maillage fin à référent religieux, qui déborde la sphère des contestations admises. L'illégalité serait donc devenue totale, et ceux que les médias ont appelé les habitants de « la société de l'informel » ont fini par apparaître comme menaçant la stabilité de l'État. Ainsi a été inventée une nouvelle classe dangereuse, une

catégorie dont les contours se définissent davantage en termes d'exclusion qu'en termes d'exploitation. L'espace s'est paré de nouvelles valeurs et d'autres territoires se sont dessinés ; des noms de lieux ont pris des connotations franchement négatives, englobant avec eux leurs habitants, les marquant.

- 2 Certes, l'idée d'ouverture objective des quartiers, développée par Robert Ilbert, Galila al-Kadi ou Jean-Charles Depaule, reste totalement pertinente tant l'interdépendance, la perméabilité et la complémentarité, voire la mixité et, a *contrario*, la faible pertinence de l'analyse en termes de ségrégation, caractérisent indiscutablement l'espace social cairote<sup>2</sup>. Mais il convient aussi de relever que la désignation des quartiers informels à travers le prisme de la violence politique conduit à marquer les populations résidentes d'une façon qui excède leurs pratiques quotidiennes de l'espace métropolitain.
- 3 Cette dégradation symbolique conduit en retour à ce que les populations ainsi désignées vivent au quotidien une forme de distinction et l'intériorisent en en faisant un attribut social. Le quartier visé, ses habitants intègrent ce que le regard des autres a construit, cela participe de leur identité. La distinction existe, elle s'affirme dans la relation aux autres quartiers, aux familles, aux fonctionnaires et aux commerçants de ces autres quartiers, et dans ce processus la presse joue un rôle, à la fois comme productrice d'images et témoin des regards portés sur l'espace en question. Ainsi se dessine l'espace social cairote où, plus encore qu'en 1967, « l'humanité citadine, qui jadis formait un tout, axé sur le type ancestral, explose en images, en conduites, en situations exorbitées<sup>3</sup> ». Et, poursuivant avec Jacques Berque, nous pourrions nous demander si cette nouvelle opposition citadin/'ashwaiyyîn, née certes d'une transformation objective de la métropole du Caire habillée en mégapole, n'est pas surtout — ou aussi — une manière de détourner la contestation en mouvement de distinction comme le furent, en leur temps, les clivages *fellahi/effendî* ou musulman/copte.

Une question ancienne

- 4 Certes, la question de l'« informalité » est depuis longtemps l'objet de débats dans la presse. Certes, l'idée de « spectre urbain » existe depuis que Le Caire est supposé exploser, stérilisant les sols fertiles de la vallée du Nil, et que les squeletons de béton et de briques hantent les périphéries urbaines de leurs silhouettes standardisées se répétant à l'infini. Mais pendant une période tout aussi longue, les populations qui s'y organisaient, composant des éléments constitutifs et inséparables de la société urbaine, sont restées ignorées, les figures internes de l'informalité demeuraient méconnues; comme hors la ville. L'informel était un monstre froid qu'il fallait contenir globalement et par des techniques appropriées. L'expertise et la technicité l'emportaient, comme pour mieux compromettre toute possibilité de débat public.
- 5 Dans la perception des 'ashwaiyyât, les changements essentiels des années 90 auront donc été la prise en compte de la société qui y vit et de la nécessité de l'intégrer à la cité, ce qui supposait aussi la reprise en main d'un vaste espace et d'un champ social abandonné à lui-même, ou à d'autres. A moins que, comme l'explique Alain Roussillon, il faille y voir la rupture d'un accord tacite qui aurait conduit à « une sorte de partage du travail entre les islamistes, laissés libres d'islamiser à leur guise leur environnement en contrepartie des services sociaux qu'ils assurent en palliant les déficiences de l'État, et les autorités locales, assurant la médiation entre les *jamâ'ât* (groupes islamistes. NDLR) et le pouvoir central tout en préservant les apparences du maintien de l'ordre républicain »<sup>4</sup>. Mais cette division du travail aurait été battue en brèche par un excès de violence, surtout devant les difficultés rencontrées par la force publique pour réinvestir ce qui était devenu

l'étendue la plus large de l'espace urbain cairote. Les autorités ont dû reconnaître que la ville se faisait aussi là-bas, ou plutôt, qu'il n'était plus possible de tolérer ces espaces de liberté.

- 6 L'articulation nouvelle ou renouvelée définissant les 'ashwaiyyât est donc l'association entre une croissance urbaine qualifiée de « cancéreuse » et d'« incontrôlée » et un supposé encadrement des populations par des réseaux extrémistes menaçant la stabilité de la République. Tel est le discours normatif qui s'impose. Ainsi se construit la grille de lecture à travers laquelle se donne à voir l'incontournable urbanisation en auto-promotion qui ceinture la capitale :

- « Après l'arrestation de dizaines d'extrémistes à Munira al-Gharbiyya, suivie de maintes déclarations quant à leur rôle dans ces quartiers négligés par les pouvoirs publics, d'autres noms de zones informelles sont apparus. Des voix raisonnables, non extrémistes, se sont mises à évoquer les causes sociales, économiques et politiques de la violence et ont noté que l'action policière ne suffisait pas à y mettre fin<sup>5</sup>. »
- « Le journal *Misr al-Fata* a déclaré, à l'issue d'une tournée dans les rues et les ruelles d'Imbâba, qu'il s'agissait d'un territoire très propice à l'extrémisme en raison de sa forte densité démographique et du caractère informel de sa planification<sup>6</sup>. »

- 7 L'articulation entre violence politique et croissance urbaine incontrôlée s'impose comme une constante, voire comme une grille universelle de lecture qui, au Caire et ailleurs, fonctionne parfaitement. La relation existerait telle une évidence, un lien mécanique dont témoignerait, par exemple, la liste d'événements retenus par M. al-Waly :

La liaison entre quartiers informels et violence politique n'est pas nouvelle. En 1977, des membres du groupe islamiste *Takfir wa Hifra* ont été arrêtés à Bulaq al-Dakrûr et 'Ayn Shams. De même, après l'assassinat du président Sadate, un des fuyards a été interpellé 48 heures plus tard dans un quartier informel de l'est du Caire. En 1986, les quartiers informels de Bulaq al-Dakrûr, de Qanater al-Khayriyya et de Minufiyya ont été témoins de l'arrestation des membres du groupe islamiste *Tanzim al-Nâgun min al-Nâr*. Quant aux interpellations des personnes jugées ensuite pour l'assassinat du président Sadate, elles se sont concentrées dans les zones informelles de Sharabiyya et de Hadâ'ik al-Ma'âdi<sup>7</sup>.

- 8 Dès 1988, le Rapport stratégique annuel d'*al-Ahrâm* relevait que « l'inflation, le chômage, l'abaissement du niveau de vie d'une large fraction des citoyens, l'augmentation des prix sans rapport avec celle des salaires, l'aggravation des problèmes de transport et de logement, les écarts croissants entre les classes et la consommation ostentatoire d'une minorité, le gonflement de la vague d'exode rural vers Le Caire et les grandes villes, les insuffisances de l'appareil de production et des services urbains pour absorber cet exode, poussent ces populations à s'agglomérer aux marges de la cité dans des conditions d'existence misérables, où elles représentent une matière brute pour l'action politique violente<sup>8</sup>. »

L'événement

- 9 Le tremblement de terre d'octobre 1992 ne fut pas l'événement déterminant dans le processus d'identification des quartiers informels. Ils étaient, certes, autant touchés — voire davantage — que les « beaux quartiers » ou la vieille ville, mais ils n'avaient ni porte-parole ni patrimoine historique. A l'inverse, ce séisme révéla « le déséquilibre de la structure urbaine qui, tout naturellement, engendra un déséquilibre dans le traitement de l'information<sup>9</sup> ».
- 10 Mais entre les 8 et 9 décembre 1992, un quartier sans nom est devenu une figure emblématique, un paradigme : Imbâba est investi par 16.000 agents de la sécurité

encadrés par 2.000 officiers — une des plus grandes opérations de ratissage jamais organisées au Caire. Ainsi est apparue la société de l'informel et, dès lors, il n'a plus été possible de l'ignorer ; elle avait un nom et bientôt une foule de descriptions, de discours officiels et de propos de spécialistes pour en définir les contours :

Ces migrants (ceux du Sa'îd) ont occupé les bordures du Caire loin de la matrice citadine. Comme ils n'ont pu entrer en interaction avec la société urbaine en raison de l'accumulation de la pauvreté, ces sociétés n'ont cessé de s'étendre pour devenir une réalité que l'on ne peut plus faire semblant d'ignorer ; sa très forte densité ne l'y autorise plus. Néanmoins, dans une tentative visant à masquer toujours davantage d'erreurs, on a continué à faire comme si l'on ne savait pas, alors ces vices cachés se sont matérialisés et se sont transformés en catastrophe<sup>10</sup>.

- 11 Depuis, les descriptions des 'ashwaiyyât et les programmes les concernant n'ont pas quitté les pages des quotidiens et des hebdomadaires. Ainsi, fin décembre 1993, la normalisation des 'ashwaiyyât a suscité un débat, alors que plusieurs immeubles de Manshiat Nasr venaient d'être emportés par l'effondrement d'un pan de la falaise du Muqattam, tuant 42 personnes<sup>11</sup> :

Le désastre du Muqattam nous a ouvert les yeux sur ce qui se passe dans notre pays. Brutalement, nous avons découvert qu'à proximité du centre du Caire existaient les bidonvilles des ramasseurs d'ordure. Ils regroupent environ 50.000 personnes qui mangent, boivent, rient, élèvent des enfants, regardent la télévision et se rendent au bureau de vote pour élire le parti au pouvoir. Cependant ils vivent sur des tas d'ordures et au-dessous du seuil de pauvreté. Leurs conditions de vie ont choqué les représentants du gouvernement lors de leur visite impromptue dans ce quartier.

- 12 Ensuite, surtout durant le printemps 1994 avec la préparation du « Dialogue national », les 'ashwaiyyât se sont imposées sur le devant de la scène médiatique : elles n'ont cessé d'être décrites, analysées et de faire l'objet de projets<sup>12</sup>. Parmi les dates symboliques qui jalonnent l'affichage de cette question, il faut aussi mentionner le programme du président Moubarak présenté publiquement à l'occasion de la Fête du Travail le 1er mai 1993. Il y soulignait notamment l'enjeu, pour la stabilité de la République, tant de la résorption du chômage que de la politique de réhabilitation des 'ashwaiyyât dans toutes les villes d'Égypte<sup>13</sup>.
- 13 En fait, dès septembre 1992, des incidents séditieux avaient préparé la « réification » d'Imbâba. Déjà, ses « hauts-lieux » avaient été identifiés : Bashtîl, Munîra al-Gharbiyya et al-Gadîda. Tout aurait commencé par une querelle entre deux familles, l'une chrétienne, l'autre musulmane, pour glisser vers une confrontation violente avec les forces de sécurité, en passant par la mise à sac de deux églises. A cette occasion, 600 suspects avaient été interpellés et 60 personnes incarcérées. Ensuite, en octobre 1991 à Imbâba même, le gouvernement tint un meeting populaire auquel participèrent le ministre des Waqf (Biens religieux. NDLR), le gouverneur de Gîza ainsi que des représentants d'al-Ahzar et du pape Chenouda. Malgré ces efforts de dialogue, début mai 1992, de nouveaux heurts opposèrent des membres de l'organisation *al-Jihâd* aux forces de sécurité<sup>14</sup>. De même, l'intervention massive de décembre 1992 était motivée ou justifiée par une manifestation spontanée contestant le verdict de la Haute Cour militaire d'Alexandrie, qui venait de prononcer 8 condamnations à la peine capitale de militants islamistes.
- 14 Fin 1992, la question confessionnelle est nettement moins présente ; elle n'apparaît pratiquement plus dans les comptes rendus des opérations de police. En revanche, l'accent est mis sur la confrontation violente avec une opposition organisée et organisante qui participe à l'encadrement social du quartier. Cette organisation est aussi

considérée comme mafieuse et ayant pris le contrôle du quartier sous couvert de prétextes religieux. En particulier, il est fait largement état de l'arrestation du *shaykh* Gaber, défini comme le chef du quartier. Avec cette arrestation. Imbâba est devenu la « zone du terrorisme », la « terre de Gaber » :

- « Enfin Gaber a été arrêté. Gaber a un peu plus de 30 ans, il est comme le tas de cendres qui ressemble à « l'immeuble de la mort » [l'immeuble d'Héliopolis qui s'était effondré après le tremblement de terre d'octobre 1992]. Il n'est pas une légende, il est comme la mousse du savon qui devait briller dans une société informelle que le gouvernement a essayé de purifier avec des détergents sociaux et économiques<sup>15</sup>. »
- « Gaber est devenu émir il y a deux ans, il a réorienté les activités du groupe qu'il avait rejoint de façon à ce que le terrorisme et la violence deviennent la base de leurs activités dans la zone d'Imbâba. (...) Il a éloigné les responsables religieux qui n'ont donc pas pu découvrir son ignorance, et ensuite il a commencé son activité terroriste en assaillant quelques églises d'Imbâba et quelques magasins de vidéo, puis il a augmenté les tributs...<sup>16</sup> »
- « Imbâba n'a jamais été une nation, ni même une principauté séparée du pays et gouvernée par une unique personne et ses assistants — comme on a pu l'entendre dire. Ils ont appelé la zone « principauté d'Imbâba » : son chef, récemment arrêté, se nommait Gaber. La vérité ici — comme l'a perçu *Akhir Sâ'a* — tient à l'absence de contrôle du pays sur cette zone. Ainsi les membres de ces groupes ont cru pouvoir y faire ce qu'ils voulaient et imposer leur autorité aux habitants. Ils ont formé une ruche dans les rues de Munîra al-Gharbiyya, notamment dans les rues al-Uqsûr, al-Basrawî, al-l'timâd et al-Bûhi. Ils utilisaient les mosquées de rue (*zâwiyya*) comme des abris où n'entraient que ceux qui portaient une longue barbe et une *galabiyya* blanche. Quand toutes ces mosquées de rue ont été fermées, ils se sont regroupés dans une seule — la mosquée al-lkhlâs — située dans la rue al-l'timâd. Ils s'y retrouvaient pour chaque prière, donnant leurs leçons de religion, prononçant leurs discours et dictant leurs ordres loin des yeux des citoyens. En outre, ils avaient leur propre fête chaque mardi où, sous la direction de Gaber dans la rue al-Uqsûr, ils regroupaient femmes et hommes. Là, à la vue de tous, ces derniers recevaient les ordres et les enseignements religieux de Gaber<sup>17</sup>. »

- 15 Imbâba, c'est aussi un lieu qui ne s'est pas singularisé par hasard : les logements ouvriers bâtis par l'État en auraient forgé l'identité; et il y aurait comme une généalogie de la « stigmatisation » de ce quartier :

Ne soyez pas surpris si l'on vous dit qu'au début des années 50, toutes les entreprises terroristes sont sorties de cette zone; que le chef des Frères musulmans, Hasan al-Banna, en est sorti; que Mahmûd 'Abd al-Latîf, condamné à mort pour avoir essayé de tuer Gamal Abdel Nasser dans l'attentat de Manshia, en était aussi un habitant. Même quand les Frères sont devenus plus faibles, quand, dans les années 60, leurs activités secrètes ont cessé en raison de l'augmentation du nombre d'ouvriers à Imbâba, la première manifestation populaire des 18 et 19 janvier 1977 est sortie d'Imbâba.

Avec le début des années 80, de nouveaux foyers s'y sont propagés, au sein desquels plusieurs personnes liées à des actions terroristes ont été arrêtées comme Safwat 'Abd al-Ghanî et 'Izzat al-Salamûnî, l'un des responsables du meurtre de Rif'at al-Mahgûb, et d'autres encore. Accusés de tentative d'assassinat sur la personne de Nabawî Ismâ'îl, Yusrî Abd al-Mun'im et Muhammad Kazîm en sortaient aussi.

Et comme Imbâba est toujours le théâtre des événements, nous y avons relevé de nombreux incidents durant le mois de mai de cette année : ainsi les problèmes entre un musulman et un chrétien allaient-ils sans raison se transformer en incendie se propageant à l'ensemble du pays. Enfin, un des terroristes d'Imbâba a

revendiqué auprès des agences étrangères sa responsabilité dans les attaques de touristes intervenues à Qena et Asiût<sup>18</sup>.

#### La construction d'un lieu : visions

16 Si, auparavant, les quartiers informels n'étaient pas perçus — ou moins que d'autres — comme un terrain favorable à l'activité journalistique, au débat de presse et à l'affichage rituel des carences de l'action publique, l'intervention policière d'Imbâba a incité des journalistes à décrire des situations et à formuler des analyses. L'événement a donc contribué à la construction d'un archétype de l'« informalité » :

- « Un seul regard, dans les rues et les ruelles d'Imbâba — le théâtre des événements — provoque la nausée, comme si leurs habitants n'étaient pas comme les autres humains, ou comme s'ils étaient un type à part, ou encore comme s'ils se sentaient menacés par les responsables. Ce sont des quartiers très pauvres, sans aucun service ; on peut y voir partout des tas d'ordures dépassant parfois deux mètres de haut. L'odeur des égouts se propage dans toute la zone, les maisons sont imbriquées les unes dans les autres et il n'y existe aucun projet de distribution d'eau potable ni de transports<sup>19</sup>. »
- « C'est la première fois que je pénètre dans les ruelles de ce quartier où domine la misère. Je n'en connaissais que les artères principales, ainsi que le Centre de recherches sociales et la station de police, situés sur la corniche. Je suis rentré dans al-Basrawî, Bashtîl, Izbat al-Zayda. Ard 'Azîz 'Izzat, 'Izbat al-Muftî. Dans ces zones informelles qui n'existent sur aucun plan d'urbanisme, les maisons sont collées les unes aux autres, les rues enchevêtrées de telle manière que l'on n'en voit ni le début, ni la fin. Le grouillement dans ces 'izbat ne s'arrête jamais ; les gens se comportent comme au jour du jugement dernier ; des masses humaines s'agglutinent dans des boîtes en fer appelées « voitures de service ». La rue al-Uqsûr, qui s'étend sur trois ou quatre kilomètres, est rejointe par la rue al-I'timâd, qui fait environ deux mètres de large sur quelque 5.000 mètres de long et à laquelle se rattachent plus de 60 ruelles (je me suis donné la peine de les compter). Sous ces maisons, dont la plupart ont deux étages, on trouve des mosquées de rue ; quelqu'un a même transformé en mosquée une chambre de son logement. Ces mosquées de rue ouvrent le matin pour les prières et ferment la nuit pour la planification des actions terroristes<sup>20</sup>. »
- « Dans la rue al-Uqsûr, l'une des entrées principales d'al-Munîra al-Gharbiyya et al-Sharqiyya, nous avons croisé des troupes humaines qui traversaient la route vêtus d'habits noirs ressemblant à des vêtements de deuil. Dans cette rue large de deux mètres, les querelles sont courantes, les tas d'ordures tiennent lieu de terrain de jeu, et en cela, rien ne la distingue des autres rues d'Imbâba, rue al-Bûhî, al-A'taymat, Zakî al-Matar ou al-Gahad<sup>21</sup>. »
- « La première image du quartier, quelques jours après la survenue des derniers événements, montre que rien n'a changé. Voici les témoignages des habitants, reproduits ici tels quels :
  - à Munîra al-Gharbiyya, les rues principales et secondaires sont isolées du réseau de transports, les microbus contrôlent cette zone et imposent leurs tributs à des milliers de personnes, et ils emplissent leur véhicule comme des boîtes de sardines afin de gagner davantage ;
  - après minuit, la communication avec le monde extérieur est totalement coupée : en l'absence de téléphone ou de poste, les habitants n'ont d'autre recours que les microbus, y compris dans les cas d'urgence comme la maladie, car il n'y a dans cette zone ni centres médicaux ni ambulance. Ainsi des décès sont-ils la conséquence directe de la difficulté d'accès du quartier ;
  - des charrettes datant de Matusalem sillonnent chaque jour les rues de Munîra al-Gharbiyya, proposant des bidons d'eau potable au prix de 25 piastres. Les vendeurs choisissent les clients les plus argentés ;

- les femmes passent leur temps à errer dans les étroites ruelles du quartier, munies de récipients vides. Aussi des magasins se sont-ils spécialisés dans la vente d'eau, devenue une activité lucrative qui ne nécessite ni patrimoine ni investissement, mais dont la rentabilité est assurée<sup>22</sup>. »

#### Divisions et contradictions Divisions au cœur de la ville...

L'aspect informel d'Imbâba s'est accru ces dix dernières années, ce qui a amené le gouverneur de Gîza, depuis 1986, à séparer cette zone de celle d'Imbâba en considérant cette dernière comme un quartier indépendant<sup>23</sup>

- 17 Tout est dit : Imbâba, ce n'est pas Le Caire, c'est « autre chose » ; c'est l'ailleurs, l'extérieur au regard duquel Le Caire existe ; et ses habitants, ce sont « les autres », par rapport auxquels il est possible de se définir comme citoyen, comme appartenant à la cité :

On doit séparer le quartier de Munîra al-Gharbiyya du reste du quartier Nord-Gîza, car il a été construit de manière informelle comme bien d'autres zones du Grand-Caire. Ce quartier est issu des terres agricoles entourant la zone Nord-Gîza. Peu à peu, l'aire habitée s'est étendue d'une façon irrégulière en prenant appui sur les villages qui autorisaient l'installation de services. Munîra al-Gharbiyya a été ajouté au quartier Nord-Gîza en 1980<sup>24</sup>.

- 18 Mais Imbâba est aussi très proche ; entre proximité d'une menace pour les uns et aspirations palpables des autres :

- « Ce qui est bizarre, c'est que ce quartier est entouré de zones qui disposent de tous les services, comme Muhandisîn et Gîza<sup>25</sup>. »
- « La police est responsable car elle est éloignée et nous a abandonnés depuis longtemps. Cette zone échappe au contrôle de l'État — partis, police, conseils populaires, conseils locaux... Nous sommes isolés du monde<sup>26</sup>. »

#### ... et contradictions internes

- 19 Mais ce serait aussi un quartier dangereux en raison de son absence d'unité et de la disparité de son peuplement :

- « Et », comme a pu le constater l'hebdomadaire *Akhir Sâ'a*, « à Imbâba, les chrétiens sont plus riches que les musulmans, même si les deux communautés entretiennent des relations de bon voisinage. Toutefois, ils ne se mélangent pas, si bien qu'au moment où des groupes d'extrémistes ont pris le contrôle d'Imbâba, les relations avec les familles chrétiennes ont pris une tournure violente dont témoignent les attaques de magasins appartenant à ces dernières. » (...)
- « Existe-il une relation entre la structure sociale et confessionnelle de la population et l'émergence du terrorisme et de l'extrémisme ? Ahmad Anîs, responsable du quartier Nord-Gîza, rappelle qu'autrefois cette zone était appelée la « terre des cochons ». C'était un lieu où l'on jetait les ordures mais, avec l'extension du peuplement, des habitants de toute l'Égypte — Asiût, Sohag, Qena, mais aussi Minufiyya et Bahîra — ont commencé à l'investir. Le nombre d'habitants est aujourd'hui de 650.000, dont 80 % viennent de Haute-Égypte et dont le tiers est constitué de chrétiens. Mais je crois qu'il n'existe aucune relation entre les idées de ceux-ci (ceux de Haute-Égypte) et l'extrémisme<sup>27</sup>. »

- 20 De plus, ces habitants ne peuvent pas devenir des citoyens :

- « Lorsque l'on examine les traits des habitants des 'izbat, on remarque que ce sont des *Sa'idî* venus de leurs villages de Haute-Égypte pour chercher du travail dans les années 60. Ils ont largement participé au peuplement de cette zone informelle. Ils ont même appelé l'une de ces 'izbat « 'Izbat al-Sa'îda ». Ensuite, il s'est produit un phénomène auquel personne n'avait pensé — pas même eux —, à savoir la croissance d'une agglomération souffrant de problèmes



de logement, de chômage, d'absence de services sociaux. Ainsi s'est accru leur sentiment d'être des étrangers et, dès lors, ils ont été facilement dominés par les extrémistes<sup>28</sup>. »

- « Les études prouvent que 50 % des détenus sont des migrants vers les villes. Leur incapacité à s'insérer dans la société urbaine s'est transformée en une pulsion insurrectionnelle, alors la violence contre le quartier et toute la société a commencé à menacer les droits essentiels de millions d'humains<sup>29</sup>. »

#### Consensus et nuances

- 21 Au total, ces articles écrits à l'occasion de l'intervention policière d'Imbâba témoignent d'un consensus, d'un accord quant à la manière de voir et d'analyser le phénomène des 'ashwaiyyât, qu'il s'agisse de critiquer les interventions des services de l'État ou de les légitimer.
- 22 Si ces textes dénoncent souvent l'absence ou les carences des services publics, en en faisant un facteur explicatif de l'essor de la violence, ils indiquent aussi que les traits spécifiques des quartiers informels et la nature de leur peuplement en font des quartiers à part pour longtemps, participant ainsi à la qualification de ces lieux.
- 23 Si ces articles consacrent comme une évidence le lien entre informalité et violence politique, quelques-uns soulignent parfois la nécessité de ne pas confondre la violence issue des 'ashwaiyyât et le mouvement islamiste :
  - « Dans le journal *al-Wafd*, l'arrestation de terroristes à Imbâba le 8 décembre 1992 est décrite comme la « libération de la République d'Imbâba de ses éléments extrémistes ». Le quotidien veut signifier par-là que le quartier d'Imbâba, complètement dominé par les extrémistes et totalement séparé du gouvernement de la République d'Égypte, est devenu en quelque sorte une « république » indépendante. Le journal n'est pas loin de la réalité puisque l'autorité du gouvernement est inexistante dans ce quartier. Aucun membre des forces de l'ordre ne peut en investir les ruelles ni les rues. Les responsables de la sécurité ne peuvent même pas empêcher ces séminaires hebdomadaires réunissant des milliers de personnes sur la place publique, ou les rencontres des extrémistes avec les réseaux de télévision et la presse étrangère. Tout cela donne un accent de vérité à la description, par le journal *al-Wafd*, de la « République d'Imbâba ».
  - Personnellement, je ne suis pas contre la domination d'un groupe levant l'étendard de l'islam dans n'importe quel quartier du Caire ou dans d'autres villes égyptiennes, à condition toutefois que ces groupes appliquent les principes de l'islam tels que le monde islamique les a connus tout au long de son histoire, principes qui ont permis aux musulmans d'étendre leur influence d'est en ouest, de l'Atlantique à la mer de Chine en passant par les îles et les rives de la Méditerranée. (...) Mais s'il s'était agi de vrais musulmans, on aurait dû voir Imbâba s'élever au rang de Zamâlek el de Garden City, qui sont gouvernés par les incroyants<sup>30</sup>. »
- 24 D'aucuns, comme le Dr Ahmad al-Magdûb, feront par ailleurs remarquer que la violence n'est pas l'apanage des quartiers informels : « Nous entendons l'écho des crimes commis dans les vieux quartiers et les quartiers informels parce qu'ils sont plus violents et que leurs voix sont plus fortes. Mais nous ne pouvons nier que divers crimes méconnus soient également perpétrés parmi les classes moyennes et supérieures. Pourtant, n'apparaissent sur le banc des accusés que des représentants des classes pauvres issues des quartiers informels<sup>31</sup>. »

- 25 Mais si des responsables peuvent être désignés, et si les discours quant à la nécessité de l'intégration et de l'équipement des 'ashwaiyyât deviennent des *leit-motiv*, il n'en reste pas moins que les solutions répressives restent à l'ordre du jour :
- « Le problème ne réside pas simplement dans l'absence de services mais dans celle de la responsabilité du pays — que ce soit de la part de la police ou de la part d'al-Azhar — quant à l'avenir de cette zone<sup>32</sup>. »
  - « Une décision du ministre de l'Administration locale, datée du 30 juin 1992, interdisait l'extension de l'électricité aux logements informels et aux surélévations sans permis. Cela a provoqué une augmentation des vols de lignes électriques. Cette décision a été abrogée. Une autre décision visait à interdire l'installation de commerces dans les « rues non contrôlées » ; mais cela n'existe qu'en théorie car, depuis des dizaines d'années, personne ne peut détruire une maison ou un magasin. De cette façon, le citoyen perd confiance dans les administrations locales, qui ont besoin d'être restructurées de A à Z<sup>33</sup>. »
  - « Que faut-il faire pour en finir avec ce dangereux phénomène de construction informelle et d'extension cancéreuse du peuplement ? Ahmad Anis répond qu'il est nécessaire de donner davantage de pouvoir à l'administration du quartier afin qu'elle puisse exécuter les décisions autorisant la démolition des bâtiments. Je crois que la loi sur l'interdiction des hauts immeubles, promulguée en juin 1992, va nous permettre de résoudre quelques problèmes. L'interdiction d'étendre les services publics aux bâtiments informels est le meilleur moyen de supprimer ce phénomène<sup>34</sup>. »
- 26 Mais face à ce consensus et à l'implacable mécanique qui associe violence et 'ashwaiyyât, les dimensions internes de la structuration de ces quartiers semblent ignorées : « La nécessité d'une intervention de l'État dans ces zones après l'éviction des *Jamâ'ât* est un aspect de cette question peu soulevée par les médias. Pourtant, les *jamâ'ât* ne se contentaient pas d'aider les personnes dans le besoin, d'offrir des soins, des médicaments, des couvertures, des vêtements ou de la nourriture : ils s'occupaient aussi de résoudre les problèmes sociaux du quartier<sup>35</sup>. »
- 27 Dans ce contexte d'affirmation d'une matrice urbaine non administrée par le centre, la question de la légitimité d'un État omnipotent se trouve posée même si, de toute évidence, les réponses en termes d'intervention policière ou d'urbanisme sont insuffisantes.
- Travailler le sens commun
- 28 De tout cela, il s'agit de faire ressortir la manière dont la presse valide des visions déjà largement partagées, participant par là même à la reproduction de ce qu'elle décrit et de ce qui est attendu. Ainsi une jeune femme, fonctionnaire, habitant le quartier de Shubra et interrogée dans le cadre d'une enquête sociologique, déclare-t-elle ; « A Imbâba, le quartier d'al-Munîra est très peuplé, malpropre. La rue al-Basrawî n'est pas goudronnée, il n'y a pas d'égouts, la chaussée est toujours éventrée. La première fois que nous y sommes allés, la voie était goudronnée, la seconde fois elle était fangeuse et éventrée<sup>36</sup>. »
- 29 Parce que toutes les voix qui s'expriment y ont intérêt, la matrice de la contestation violente reste confinée dans les rues obscures et étroites des 'ashwaiyyât. Cette territorialisation permet de mettre hors champ d'autres lieux et de détourner l'attention de questions plus structurelles, tout en légitimant l'encadrement policier d'une Égypte échappant incontestablement au pouvoir en place — tel un Léviathan débordé et manquant de flexibilité.

- 30 De même, des chercheurs voient dans l'articulation logement informel/islamisation (et, plus largement, crise urbaine/islamisation) une piste d'analyse pertinente, se refusant de la sorte à voir, ou à admettre, l'ampleur d'un processus qui touche pourtant la totalité de l'édifice identitaire des sociétés concernées. Ils se contentent d'exploiter la veine du sens commun et considèrent le phénomène de l'islamisation uniquement comme un révélateur et la conséquence d'un hypothétique phénomène de sururbanisation. Le prisme disciplinaire l'emporte, masquant la multiplicité des facteurs et des conséquences : « C'est dans ce terreau de misère, de déstructuration sociale et de déracinement culturel que l'action des islamistes va s'exercer avec une impressionnante efficacité<sup>37</sup>. »
- 31 Mais des voix s'élèvent parfois pour souligner combien cette articulation est ténue, hypothétique ou secondaire :
- « Car s'il existe une corrélation entre la crise urbaine et la crise sociale, le phénomène de la renaissance du fondamentalisme islamique a des causes multiples et complexes<sup>38</sup>. »
  - « En outre, nombre de confrères sont prompts à considérer la rapidité de l'urbanisation comme une raison majeure de l'instabilité de cette partie du monde, et voient dans la croissance dramatique des grandes villes du Moyen-Orient une des origines majeures du développement du fondamentalisme islamique. Ne faut-il pas en conclure à une spécificité de l'urbanisation dans cette région, qui rendrait le processus plus déstabilisant qu'ailleurs ?<sup>39</sup> »
- 32 Mais pendant que le prêt-à-penser continue d'être affiné, l'identité des quartiers visés s'enkyste, se rigidifie et peut-être finiront-ils ainsi par ressembler — ou se réduire — à ce que l'on voudrait qu'ils soient. Peu à peu, les citoyens ainsi désignés se retrouvent au cœur des lieux qui matérialisent l'étouffement d'une société, excluant des composantes pourtant indissociables, les repoussant sur les bas-côtés, afin de continuer à afficher une progression, une illusion ou une façade.

---

## NOTES

1. Dans l'unité administrative du Grand-Caire, ce n'est pas moins de la moitié de la population qui vit dans des logements dont la construction peut être qualifiée d'illégale, soit 5 880 500 personnes en 1993 (source : gouvernorat du Caire et *al-Ahrâm*, 19/8/93).
2. Ilbert R., « Le Caire a-t-il une médina ? », *Présent et avenir des médinas, de Marrakech à Alep*, Fascicule de recherches n°10-11, URBAMA, Tours, 1982, pp. 263-281 ; Al-Kadi G., « La division sociale de l'espace au Caire, ségrégation et contradiction », *Maghreb-Machrek* n° 110, 1985, pp. 263-281 ; Depaule J.-C., « Le Caire : emploi du temps, emploi de l'espace », *Maghreb-Machrek* n° 127, 1990, pp. 122-133.
3. Berque J., *L'Égypte, impérialisme et révolution*, Gallimard, 1967, p. 86.
4. Roussillon A., « Changer la société par le jihâd », *Le phénomène de la violence politique : Perspectives comparatistes et paradigme égyptien*, Dossiers du CEDEJ, Le Caire, 1994, p. 298.
5. Al-Waly M., *Sukkân al-'ashash wa-l-'ashwaiyyât*, Syndicat des ingénieurs égyptiens, 1994. Le Caire, 335 p.

6. « Imbâba est toujours sur un volcan », *Misr al-Fata*, A. A. Dishish, 3/1/93.
7. Al-Waly M, 1994, *op. cit.*
8. *Al-Taqrîr al-istrâtîjî al-'arabî*, Centre d'études politiques et stratégiques d'al-Ahrâm, Le Caire, pp. 577-578 ; cité par Ph. Fargues (« Violence politique et démographie en Égypte », *Le phénomène de la violence politique : Perspectives comparatistes et paradigme égyptien*, Dossiers du CEDEJ, Le Caire, pp. 223-224).
9. Al-Kadi G., « Le tremblement de terre en Égypte », *Égypte/Monde arabe* n°14, 1993, pp. 163-195 : « Un seul quartier, lieu de résidence du président et de 54 % des catégories aisées de la capitale, a polarisé une grande part des efforts locaux et internationaux. Les cinq équipes de secours française, allemande, grecque, algérienne et yougoslave, épaulées par des volontaires venus de Turquie et du Pakistan n'ont ainsi connu du Caire que le site de l'immeuble sinistré d'Héliopolis ! »
10. Propos du Dr A. al-Magdûb — expert au Centre national de recherches sociales et criminologiques — recueillis par H. 'Abd Rabuh (« L'état d'Imbâba et de 'Ayn Shams après l'arrêt du terrorisme », *Akhir Sâ'a*, 14/4/93).
11. Hanafi A., « Au Muqattam, les ramasseurs d'ordures face au gouvernement », *Rose al-Yûsuf*, 23/12/93.
12. Revue de presse mai-juin 1993 non exhaustive (doc. CEDEJ), période d'intense échange correspondant à la préparation du « Dialogue national », organisé à l'initiative du gouvernement et qui, durant la première quinzaine de juillet 1994, a réuni des représentants des partis politiques, des personnalités religieuses et des intellectuels (Le Wafd et le Parti du Travail ont refusé d'y participer) : « La république des 'ashwaiyyât » : *al-Wafd*, S. A. 'Attî, 5/5/94 ; « Nag Hammadi... la ville des 'ashwaiyyât » : *al-Ahrâr*, S. al-'Ibedî, 7/5/94 ; « Dans la rue al-Khalîg : les habitants des 'ashash s'opposent à la décision de démolition », *al-Ahrâm*, A. Sa'd, 7/5/94 ; « La malédiction de la suppression des 'ashash ne touche que les pauvres » : *al-'Arabî*, K. Salah, A. F. 'Abd al-Mun'im, M. Khidr, 9/5/94 ; « Al-'ashwaiyyât », *al-Akhabâr*, S. Falh Allah, 12/5/94 ; « Augmentation des sommes consacrées à l'équipement des zones informelles » : *al-Khudr*, 15/5/94 ; « Où est parti l'argent des 'ashwaiyyât ? » : *al-Akhabâr*, R. al-Wardanî, 17/5/94 ; « Le gouvernement est le premier responsable du problème des 'ashwaiyyât », *al-Ahrâr*, A. Gum'a, 20/5/94 ; « Un plan pour Alexandrie sans problèmes » : *al-Akhabâr*, 21/5/94 ; « Les permis de construction et l'avenir des 'ashwaiyyât » : *al-Ahrâm*, Dr. S. Sakî Said, 22/5/94 ; « Les 'ashwaiyyât, pollution de l'environnement, mais solution pour loger les jeunes mariés » : *al-Ahrâm*, F. 'Abd al-Halîm, 22/5/94 ; « Le gouvernement est responsable de la croissance des 'ashwaiyyât » : *al-Ahrâr*, M. al-Miniawî, 23/5/94 ; « Les habitants des zones informelles sont une image réduite de la société égyptienne » : *al-Sha'b*, 27/5/94 ; « Dr al-Ganzûri : l'évolution des 'ashwaiyyât est le programme le plus important pour les localités » : *al-Gumhuriyya*, A. Mulamid, 20/5/94. Dans la rubrique « Actualité de l'édition égyptienne » d'*Égypte/Monde arabe*, il convient de souligner la publication de l'ouvrage de M. al-Walî, janvier 1994, *op. cit.*
13. Date clé citée par M. al-Waly (1994, *op. cit.*) et par G. al-Kadi (« Le Caire : la ville spontanée sous contrôle », *Maghreb-Machrek*, num. spécial, 1<sup>er</sup> trim. 1994, pp. 30-41).
14. Dupret B., « L'annuaire de l'Umma et la question sécuritaire », *Égypte/Monde arabe* n° 17, 1994, pp. 157-184.
15. « Gaber n'est pas une légende » : *al-Musawwar*, A. M. al-Giddawi, 18/9/92.
16. « L'ascension de Gaber » : *Oktober*, A. Zafan, 20/12/92.
17. « Après l'échec du terrorisme, tout est calme à Imbâba » : *Akhir Sâ'a*, 16/12/92.
18. *Akhir Sâ'a*, 16/12/92.

19. *Akhir Sâ'a*, op.cit.
20. « Imbâba : la première balle dans la dernière bataille contre le terrorisme » : *al-Musawwar*, S. Saki, 18/12/92.
21. « Imbâba au-dessous du seuil de pauvreté » : *al-Sha'b*, décembre 1992, A.al-Bahhar.
22. « La situation d'Imbâba et de 'Ayn Shams après l'arrêt du terrorisme » : *Akhir Sâ'a*, 14/4/93, H. 'Abd Rabuh.
23. *Misr al-Fata*, 3/1/93.
24. *Akhir Sâ'a*, 16/12/92.
25. *Misr al-Fata*, op.cit
26. *Akhir Sâ'a*, op. cit.
27. *Akhir Sâ'a*, op. cit.
28. *Al-Musawwar*, 18/12/92.
29. *Akhir Sâ'a*, 14/4/93.
30. Ramadan A. A., « Le travail islamique entre la République de Zifta et celle d'Imbâba », *Oktober* n°843, 20/12/92.
31. *Akhir Sâ'a*, op. cit
32. *Misr al-Fata*, op. cit.
33. *Akhir Sâ'a*, op. cit.
34. *Akhir Sâ'a*, 16/12/92.
35. Al-Waly M., 1994, op.cit.
36. Labib A., Battain T., « Le Caire, mégapole perçue par ses habitants », *Égypte-Monde arabe* n°5, CEDEJ, Le Caire, 1991.
37. Lavergne M., « L'islamisme à la conquête de la ville arabo-musulmane : un champ d'étude pour le géographe », *Fascicule de recherches* n°24, URBAMA, Tours, 1993, p. 40 ; voir encore Lesbet D., « Effets de la crise du logement en Algérie : des cités d'urgence à l'état d'exception », *Maghreb-Machrek*, numéro spécial, 1994, pp. 212-221.
38. Al-Kadi G., 1994, op. cit., p. 36.
39. Denœux G., *Urban Unrest in the Middle East, a Comparative Study of Informal Network in Egypt, Iran, Lebanon*, State University of New-York Press, 1993, 300 p. ; sont cités : Dessouki A., Hillal E., « The Resurgence of Islamic Organizations in Egypt », *Islam and Power*, éd. A. Cudsi, A. Dessouki, John Hopkins University Press, Baltimore, 1981, pp. 107-118 ; Khoury P., « Islamic Revivalism and the Crisis of the Secular State in the Arab World », *Arab Ressources : the Transformation of a Society*, éd. I. Ibrâhîm, Croom Helm, London, 1983, pp. 213-236 ; Beheri A., *The Middle East behind the Headlines*, Hutchinson, London. 1988.

## INDEX

**Mots-clés** : géographie, informel, police, urbanisation, violence, islamisme

AUTEUR

ERIC DENIS

CEDEJ-CNRS